



NIGER
COMPTE ANNUEL
DECEMBRE 2025

RÉPUBLIQUE DU NIGER

Fraternité - Travail - Progrès

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE

Etablissement Public à Caractère Administratif

Direction de la Comptabilité Nationale, de la Conjoncture et des Etudes Economiques

ECONOMIE



COMPTE ÉCONOMIQUE DE LA NATION PROVISOIRES 2024





AVANT-PROPOS

La présente publication de l’Institut National de la Statistique (INS) est consacrée aux comptes économiques de la nation provisoires 2024. La méthodologie d’élaboration des comptes nationaux utilisée au Niger s’inspire des recommandations du Système de Comptabilité Nationale des Nations Unies de 2008 (SCN 2008). Quelques précisions méthodologiques figurent dans ce document.

Il convient de noter que les comptes provisoires, établis sur la base des informations statistiques partielles, sont susceptibles de révision dans les prochaines éditions en fonction de la disponibilité de nouvelles données statistiques qui enrichiront ces comptes.

Cette édition comporte les principaux tableaux sur le Produit Intérieur Brut (PIB), des tableaux de synthèse et divers agrégats macroéconomiques.

L’INS exprime ses remerciements aux acteurs du Système Statistique National (SSN), ainsi qu’aux structures et institutions (ministères, organismes et entreprises) pour leur franche collaboration lors de la collecte de données

statistiques qui ont servi de base à l’établissement de ces comptes économiques. L’Institut les encourage à poursuivre et à renforcer cette collaboration, en vue d’améliorer, non seulement la qualité des données, mais aussi de réduire les délais de la mise à disposition aux utilisateurs de ces informations statistiques consolidées, très utiles pour le processus de prise des décisions.

Malgré qu’il soit établi sur la base des sources les plus fiables disponibles et qu’il ait bénéficié de minutieux contrôles par les services de l’Institut, ce document pourrait contenir des erreurs matérielles. Aussi, l’INS accueillerait-il volontier toutes observations, remarques et suggestions complémentaires, qui permettront d’améliorer la qualité des prochaines éditions.

Souleymane ALZOUMA

Directeur Général par intérim de l’Institut National de la Statistique

SIGNALTIQUE



OURS

Unité responsable : Division des Comptes Nationaux

Directeur de publication : Monsieur Souleymane ALZOUMA, Directeur Général pi de l'INS ;

Directeur de publication adjoint : Monsieur Moussa MAMAN HASSAN, Secrétaire Général pi de l'INS ;

Directeur de Rédaction : Monsieur Issaka AMADOU MAMANE, Directeur de la Comptabilité Nationale, de la Conjoncture et des Etudes Economiques (DCNCEE).

Chargés de la rédaction :

Chef de la Division des Comptes Nationaux (DCN) : **Monsieur Mahamane Bachir SADOU**

Chef du Service des comptes du secteur moderne : **Docteur Boureima ISSA GUIRE**

Cheffe du Service des comptes des secteurs primaire et informel : **Madame TASSIOU Mariama ALHADO**

Cadres :

Monsieur Abdou-Salam MAAZOU ICHAOU

Monsieur Aboubacar SAIDOU BOUREIMA

Madame ABDOU Halimatou ISSA IBRAHIM

Monsieur Djibrilla OUMAROU ANGOULA

Monsieur Sofiani BOUKARI

Monsieur Yayé SOUMANA

Monsieur Mamane LEHIDA ANDI

Monsieur Abdoul Aziz HAMADOU

Monsieur Kassimou ABDOULAYE KORAOU

Monsieur Oukachatou SANI SALIFOU

Monsieur Abdoul Nasser ABDOULAYE TCHIAMBOUT

Monsieur Awalou MALAM ISSAKA ABDOU

Chargés de collecte, de la saisie et du traitement des données :

Monsieur Maalik SOUMAILA ABDOU SALAMI

Madame Ramatou SALIFOU SEYNIE

Monsieur Moussa INOUSSA BACHIROU

Monsieur Adamou BOUBACAR BEYAMINOU



SIGLES ET ABREVIATIONS

AFRISTAT	Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne
APU	Administration Publique
BCEAO	Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
CCF	Consommation de capital fixe
CEDEAO	Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest
CF	Consommation Finale
CI	Consommation Intermédiaire
CITI	Classification Internationale Type par Industrie
DSF	Déclaration Statistique et Fiscale
ENESI	Enquête Nationale sur l'Emploi et le Secteur Informel
ERE	Équilibre Ressources Emplois
ERI-ESI	Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel
FBCF	Formation Brute de Capital Fixe
FMI	Fonds Monétaire International
INS	Institut National de la Statistique
ISBLSM	Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages
NCA	Non Classé Ailleurs
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PIB	Produit Intérieur Brut
PP	Points de Pourcentage
RDM	Reste du Monde
RGP/H	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
RNB	Revenu National Brut
SCN	Système de Comptabilité Nationale
SIFIM	Service d'Intermédiation Financière Indirectement Mesuré
SNF	Société Non Financière
SSN	Système Statistique National
TCEI	Tableau des Comptes Economiques Intégrés
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'État
TRE	Tableau des Ressources et des Emplois
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
VAB	Valeur Ajoutée Brute



SOMMAIRE

Avant-propos	i
Sigles et Abréviations	iii
Sommaire.....	v
Avertissement	ix
Précisions méthodologiques	x
1. Cadre conceptuel	x
2. Migration des Comptes Nationaux de Excel vers ERETES	x
3. Consolidation des Comptes Nationaux Annuels 2015-2024	xi
4. Contenu du document	xi
5. Travaux de mise en œuvre du scn 2008 et de changement d'année de base	xii
6. Retropolation de la série des comptes nationaux.....	xiii
7. Difficultés et limites du document.....	xiv
I. Synthèse de l'activité économique.....	1
1.1 Environnement économique international	1
1.2 Situation économique nationale.....	2
1.2.1 Produit intérieur brut par secteur d'activité économique	3
a. <i>Forte croissance du secteur primaire</i> 3	
b. <i>Augmentation du rythme de la croissance du secteur secondaire</i> 4	
c. <i>Reprise de la croissance du secteur tertiaire ..</i> 5	
d. <i>Baisse des impôts et taxes sur les produits.....</i> 6	
1.2.2 Emplois du Produit Intérieur Brut	6
a. <i>Hausse de la consommation finale</i> 7	
b. <i>Baisse du niveau de croissance de l'investissement</i> 7	
c. <i>Atténuation du déficit du commerce extérieur</i> 7	
1.2.3 Secteurs institutionnels.....	Erreur ! Signet non défini.
a. <i>Hausse importante de la valeur ajoutée des sociétés non financières</i> Erreur ! Signet non défini.	
b. <i>Administration publique et institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)</i> Erreur ! Signet non défini.	
c. <i>Atténuation du besoin de financement de l'économie</i> Erreur ! Signet non défini.	
Remerciements	10
Annexes : séries revisées des comptes économiques de 2015 à 2024	12
Glossaire des principaux termes utilisées	24



COMPTES ECONOMIQUES DE LA NATION



LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Taux de croissance du PIB réel par secteur d'activité (%)	3
Tableau 2 : Taux de croissance des branches du secteur primaire (%)	4
Tableau 3 : Taux de croissance des branches du secteur secondaire (%)	5
Tableau 4 : Taux de croissance des branches du secteur tertiaire (en %)	6
Tableau 5 : Taux de croissance des emplois du PIB (en%)	7

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Importance des secteurs par rapport au PIB (%)	3
--	---

LISTE DES ANNEXES

Tableau annexe 1: Produit Intérieur Brut par secteur institutionnel	14
Tableau annexe 2 : PIB par branche d'activité économique aux prix courants du marché	15
Tableau annexe 3 : PIB par branche d'activité économique en volume chainé aux prix de l'année 2015	16
Tableau annexe 4 : PIB par secteur d'activité économique aux prix courants du marché	17
Tableau annexe 5 : PIB par secteur d'activité économique en volume chainé aux prix de l'année 2015	18
Tableau annexe 6: Emplois du Produit intérieur brut (optique dépense)	19
Tableau annexe 7 : Produit intérieur brut nominal selon l'optique revenu	19
Tableau annexe 8 : Taux de croissance du PIB par secteur d'activité et déflateurs (en %)	20
Tableau annexe 9 : Déflateurs du PIB par secteur d'activité (en%)	21
Tableau annexe 10 : Taux de croissance des composantes du PIB et déflateurs (en %)	22
Tableau annexe 11 : Contribution à la croissance du PIB en % (optique production)	23
Tableau annexe 12 : Contribution à la croissance du PIB en % (optique dépense)	23



COMPTE ECONOMIQUES DE LA NATION



AVERTISSEMENT

Dans le cadre de l'amélioration des statistiques produites, l’Institut National de la Statistique (INS) a mené, au cours de la période allant de 2016 à 2019, des travaux de rénovation des comptes nationaux. L’objectif est de procéder au rebasage des comptes nationaux passant de la base 2006 à la base 2015 afin de prendre en compte le SCN 2008 et les changements dans la structure de l’économie. Une série des comptes a été produite sur la base 2015 puis elle a été retropolée à partir de l’ancienne série en remontant jusqu’en 2000. Depuis 2022, les missions d’AFRISTAT et autres missions techniques ont recommandé à l’INS d’élaborer les comptes en passant de la base fixe (c’est-à-dire au prix de l’année de base) à la base mobile (c’est-à-dire en volume, au prix de l’année précédente) conformément aux recommandations du SCN 2008.

Afin de s’aligner davantage sur les recommandations des Nations Unies en matière d’élaboration des comptes nationaux et être en phase avec les pays de la sous-région (UEMOA), l’INS a entrepris, depuis septembre 2023, des travaux de production de la série des comptes nationaux (2015-2022) sur ERETES. En outre, la mission d’AFRITAC de l’Ouest d’octobre 2024 a recommandé de consolider les séries des comptes et les rendre plus cohérentes dans leurs évolutions. La prise en compte de cette recommandation a révélé la nécessité de réviser la série des comptes au moins sur la période de 2015 à 2022 qui correspond à la série produite avec 2015 comme année de base.

L’établissement des comptes nationaux en volume crée une difficulté de comparabilité des années consécutives. Pour résoudre ce problème, il est recommandé de produire les comptes en volume chainé au prix d’une année de base, en l’occurrence 2015. Cette procédure consiste à extrapoler les comptes en année de base (2015) par des indices de volume annuel, en enchainant, jusqu’à l’année courante (2024). Dans ce cas, les données annuelles deviennent comparables. Cependant, l’inconvénient de la méthode de chainage est qu’elle ne respecte pas la propriété d’additivité induisant une perte d’additivité des composantes des agrégats économiques. C’est dire que la somme des composantes en volume chainé ne donne pas la valeur totale de l’agrégat en volume chainé. Dans le respect du critère de transparence des comptes nationaux, nous faisons apparaître une ligne « écart statistique » qui correspond à la différence entre l’agrégat et l’addition de ses composantes en volume chainé.

Ces travaux s’inscrivent, dans la ligne directrice que l’INS s’est fixée qui consiste à produire et à fournir aux utilisateurs des statistiques fiables, aussi exhaustives que possible, mises à jour et de meilleure qualité.

A l’issue des travaux de révision de la série des comptes, des différences de données seront constatées compte tenu du changement de la méthodologie. Les travaux de révision de la série vont se poursuivre avec la retropolation de cette série à partir de la série déjà retropolée base 2015.

PRECISIONS METHODOLOGIQUES

1. CADRE CONCEPTUEL

La méthodologie d'élaboration des comptes nationaux au Niger repose sur les recommandations du Système de Comptabilité Nationale des Nations Unies (SCN 2008). À partir de 2019, les comptes nationaux du Niger sont établis suivant le SCN 2008 avec la publication des premiers résultats sur la nouvelle base 2015.

La nomenclature des activités économiques au Niger est adaptée aux nouvelles nomenclatures des États membres d'AFRISTAT et de la CEDEAO, qui elles-mêmes s'inspirent des nomenclatures internationales, notamment la Classification Internationale Type par Industrie de toutes les branches d'activités économiques (CITI, rev4¹).

Sur le plan technique, le cadre actuel introduit des évolutions majeures dans le traitement des volumes. Désormais, la série des comptes est établie aux **prix de l'année précédente (base mobile)**, rompant ainsi avec l'ancienne pratique qui privilégiait les prix de l'année de base 2015 (base fixe). Ce changement permet de prendre en compte l'évolution de la structure de l'économie à mesure que l'on s'éloigne de l'année de base. De plus, afin de disposer d'une série d'agrégats comparables dans le temps, un chaînage des comptes a été effectué.

Enfin, pour parachever ce processus, les travaux de consolidation ont été effectués à l'aide d'une maquette Excel spécifique. Ce dispositif a été privilégié pour assurer une cohérence optimale des données finales en permettant une analyse en série tout en répondant à l'impératif de réduction des délais de publication.

2. MIGRATION DES COMPTES NATIONAUX DE EXCEL VERS ERETES

Depuis septembre 2023, sur recommandations d'AFRISTAT et de diverses missions d'appuis techniques, l'INS-Niger a entrepris la migration des comptes (2015-2022) d'Excel vers le logiciel ERETES.

Cette démarche vise à instaurer une méthodologie rigoureuse et uniforme avec les autres pays membres de l'UEMOA, dans l'élaboration des comptes nationaux. Cependant, cette migration rallonge le temps nécessaire pour l'établissement d'une année des comptes nationaux par rapport à l'utilisation du logiciel Excel.

¹ CITI rev4 : quatrième révision de la Classification Internationale Type par Industrie



Cette migration des comptes présente deux (2) conséquences majeures :

- La série des comptes nationaux sur ERETES en volume est établie au prix de l'année précédente (base mobile), alors qu'avant les comptes nationaux en volume étaient établis au prix de l'année de base 2015 (base fixe) ;
- La perte de l'additivité en volume entre la somme des composantes chainées d'un agrégat et ce dernier lui-même chainé, dans le cadre de l'établissement des comptes en base mobile.

Toutefois, les travaux de consolidation des comptes ont été réalisés à partir d'une maquette Excel d'une part pour assurer la cohérence des comptes et d'autre part pour réduire les délais de leur publication.

3. CONSOLIDATION DES COMPTES NATIONAUX ANNUELS 2015-2024

En octobre 2024, une mission d'assistance technique d'AFRITAC de l'Ouest du Fonds Monétaire International (FMI) a appuyé l'INS dans l'élaboration des Comptes Nationaux Annuels (CNA), en volume au prix de l'année précédente et sur les Comptes Nationaux Trimestriels (CNT). L'objectif de cette mission était d'accompagner l'INS du Niger à mettre en œuvre les bonnes pratiques en matière d'élaboration des CNA telles que recommandées dans le SCN 2008, en vue de bien aligner les CNT sur les CNA. Dans ce cadre, les travaux d'analyse des évolutions des variables macroéconomiques et des ratios ont permis d'identifier les évolutions incohérentes nécessitant une amélioration de la série des CNA en vue de leur publication.

Ainsi, les travaux sur la révision des CNA 2015-2024, entrepris dès lors, se sont poursuivis jusqu'en décembre 2025. A la suite de ces travaux, une rétropolation de la série des comptes antérieurs à 2015 est prévue au cours de l'année 2026.

4. CONTENU DU DOCUMENT

Ce document contient une analyse succincte de l'évolution de l'économie du Niger en 2024 en se concentrant sur les principaux agrégats et indicateurs macroéconomiques.

Il est présenté des tableaux relatifs au Produit Intérieur Brut (PIB) ainsi que des tableaux de synthèse des données macroéconomiques clés. De plus, il comprend des explications sur les concepts et les définitions utilisés dans l'analyse, ainsi qu'une nomenclature des activités économiques pour classer et catégoriser les différentes composantes de l'économie.

En somme, ce document offre une vue d'ensemble de la situation économique du Niger en 2024, en fournissant des données et des informations essentielles sur les principaux agrégats économiques.

5. TRAVAUX DE MISE EN ŒUVRE DU SCN 2008 ET DE CHANGEMENT D'ANNÉE DE BASE

Conformément à sa mission de fournir aux autorités et autres utilisateurs des indicateurs permettant une meilleure mesure et évaluation des activités économiques, et afin de se conformer aux recommandations internationales pour la mise en œuvre du nouveau Système de Comptabilité Nationale (SCN 2008), l'Institut National de la Statistique (INS) du Niger a entrepris d'importants travaux de rénovation des comptes nationaux et de migration du SCN 1993 au SCN 2008. Cette initiative a nécessité une mobilisation substantielle de ressources humaines, matérielles et financières.

Les travaux de mise à jour du PIB selon la nouvelle base 2015 et de migration vers le SCN 2008 ont débuté en juillet 2016. Cette transition a impliqué l'adoption de nouvelles nomenclatures d'activités (CITI, rev4) et de produits (CPC, rev2), ainsi que l'intégration des résultats du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGP/H) de 2012, de l'Enquête sur les Conditions de Vie des ménages et de l'Agriculture (ECVMA) de 2014 et de l'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI) de 2017. Ces changements ont été renforcés par des enquêtes légères multiples et des améliorations méthodologiques.

Les principales nouveautés du SCN 2008 incluent notamment : (i) le calcul et la ventilation du service d'intermédiation financière indirectement mesuré (SIFIM) ; (ii) l'estimation de la production non marchande de la Direction nationale de la BCEAO pour le Niger ; (iii) le calcul de la production de l'assurance dommage à partir des indemnités ajustées et des suppléments de primes ajustés ; (iv) le traitement de la recherche et développement ; (v) la création d'un sous-secteur pour les Institutions sans but lucratif au service des ménages ; (vi) la prise en compte des dépenses d'armement dans la Formation brute de capital fixe ; (vii) la production non marchande des ménages en recherche d'eau.

Les améliorations de la couverture des données ainsi que celles des méthodes de traitement et la prise en compte des changements du SCN 2008 ont concerné presque tous les secteurs de l'activité économique. L'ensemble des travaux de changement de l'année de base et d'application du SCN 2008 a conduit à une réévaluation significative du PIB de 33,3 % par rapport à l'ancienne base de 2006. Cette augmentation est principalement due à l'amélioration de la couverture des données sources (18,3 %) ainsi qu'à l'amélioration des méthodes de traitement et à la prise en compte des changements du SCN 2008 (15,0 %). De plus, de nouveaux travaux sont en cours pour l'adoption d'une nouvelle base, notamment avec la réalisation du Recensement Général des Entreprises (ReGEN) par l'INS en 2022.



6. RETROPOULATION DE LA SERIE DES COMPTES NATIONAUX

Les changements de l'année de base et de système dans les comptes nationaux sont des démarches visant à améliorer la qualité et la pertinence des comptes nationaux en fonction des évolutions économiques, des besoins d'analyse et des normes internationales. Cependant, ces changements peuvent entraîner des ruptures dans les séries de données, ce qui peut rendre difficile la comparaison entre les périodes.

Afin de conserver une cohérence dans les séries de comptes nationaux malgré les changements, une pratique courante est de rétropoler les nouvelles données ou d'extrapoler les anciennes données en utilisant la nouvelle année de base et le nouveau système comptable. Cela signifie que les anciennes données sont recalculées selon les nouvelles normes et méthodes, afin de créer une série continue et homogène dans le temps. En d'autres termes, il s'agit de recalculer les séries de l'ancienne base selon les cadres de la nouvelle base. Cette méthode permet de garantir la compatibilité des données historiques avec les nouvelles normes et qu'elles peuvent être utilisées pour des comparaisons et des analyses continues.

Une révision majeure des comptes nationaux, comme le changement d'année de base ou l'adoption d'un nouveau système comptable, nécessite non seulement la création de nouvelles séries de données pour les nouvelles notions ou parties du système qui n'étaient pas prises en compte précédemment, mais aussi la correction des données déjà publiées pour intégrer les changements de concepts, classifications, méthodes d'estimation, et pour rectifier d'éventuelles erreurs identifiées dans les chiffres antérieurs. De plus, de nouvelles données provenant des recensements ou des enquêtes périodiques de référence peuvent être intégrées pour assurer l'exactitude et la cohérence des données révisées.

En somme, les révisions des comptes nationaux visent à améliorer la qualité et la fiabilité des données, mais aussi nécessitent des efforts considérables pour assurer la cohérence des séries historiques et leur adaptation aux nouvelles normes et réalités économiques.

Les séries rétropolées, de la nouvelle base 2015, s'étendent sur la période 2014 à 2000. Parmi les multiples méthodes de rétropolation, celle qui a été utilisée pour remonter la nouvelle série des comptes (base 2015) est la méthode dite de raccordement qui s'inscrit dans la famille des méthodes de rétropolation mécanique. Le raccordement se réfère à une estimation à rebours utilisant les taux de croissance des anciennes séries sur le niveau de l'année de base qui sert de point de liaison. Le raccordement élève ou abaisse le niveau de la série historique en proportion constante dans le temps.

Cela peut être fait en calculant un simple rapport entre les niveaux de la nouvelle série et de l'ancienne série pour une période de chevauchement et en utilisant ce rapport pour prolonger la série jusqu'à la date souhaitée. Cela maintient les taux de croissance de la série chronologique mais augmente ou diminue le niveau de la série, tout en augmentant ou diminuant son poids dans l'agrégation.

Selon les principes de la méthode, les évolutions de la nouvelle base dans le passé seraient les mêmes que celles de l'ancienne base convenablement modifiées. Au sein de la composition de l'agrégat, un niveau de détail est choisi et chaque série dans ce niveau de détail est recalculée de manière isolée. Pour chaque série de la nouvelle base, il est reconstruit son équivalente en ancienne base corrigée des éventuelles erreurs connues et des modifications de concepts et/ou de nomenclature.

7. DIFFICULTES ET LIMITES DU DOCUMENT

Au niveau des sociétés non financières, la distinction entre les entreprises du secteur formel et celles du secteur informel demeure complexe à maîtriser. Des défis persistent également en ce qui concerne la collecte des Déclarations Statistiques et Fiscales (DSF), la qualité du remplissage de ces DSF et le manque de détails dans certaines rubriques pourtant nécessaires pour garantir une élaboration plus précise et fiable des comptes nationaux.



I. SYNTHESE DE L'ACTIVITE ECONOMIQUES

Rebond de l'activité économique en 2024 avec un taux de croissance de 8,3 %

Un fort rebond de l'activité productive est constaté en 2024. En effet, la croissance économique s'est établie à 8,3 % en 2024 contre 2,6 % en 2023.

Cette évolution de la croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) en 2024 est principalement attribuable à l'augmentation de la production agricole (4,8 % en termes de contribution à la croissance du PIB) et aux activités extractives (3,5 % en termes de contribution à la croissance du PIB).

1.1 ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

Selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI) publiées dans son rapport sur les perspectives économiques en janvier 2025, relativement à l'évolution de la situation économique mondiale en 2024, le PIB mondial a ralenti en se situant à 3,2% en 2024 contre une croissance de 3,3% en 2023.

Depuis la phase de reprise post covid en 2021, l'économie mondiale a été confrontée à différents chocs, notamment le conflit russe-ukrainien qui a généré des tensions sur les prix internationaux des matières premières, particulièrement ceux de l'énergie et produits alimentaires. Malgré la légère baisse enregistrée en 2024, l'économie mondiale a résisté, profitant d'un mouvement de désinflation mondiale et de la baisse des taux d'intérêt accordés par les plus grandes banques centrales, stimulant de fait la consommation de ménages et des investissements dans les pays dit avancés.

En Afrique subsaharienne, la croissance moyenne du produit intérieur brut (PIB) réel est passé de 3,6 % en 2023 à 3,8 % en 2024. L'accélération de la croissance en Afrique subsaharienne en 2024 est principalement attribuée à l'accroissement des investissements dans les infrastructures et en énergie de deux (02) grandes économies du continent, à savoir le Nigeria et l'Afrique du Sud. Ils ont enregistré un raffermissement de leur croissance en 2024, par rapport à 2023, soit respectivement 3,1 %, après 2,9 % pour le Nigéria et 0,8 %, après 0,7 % pour l'Afrique du Sud.

Dans les pays membres de l'UEMOA, selon les estimations de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), consignées dans le rapport sur la politique monétaire dans l'UEMOA de décembre 2024, la croissance du PIB de l'Union, en termes réels, serait à 6,0 % en 2024, en lien avec la bonne tenue de la campagne agricole dans la plupart des pays

membres. Du côté de la demande, le démarrage des exportations du pétrole brut au Niger et au Sénégal a fortement boosté la contribution du commerce extérieur à la croissance économique des pays membres de l'UEMOA.

Selon les estimations de la BCEAO, le taux d'inflation dans l'UEMOA est ressorti en moyenne à 3,5% en 2024, après une réalisation de 3,7% en 2023. Le ralentissement du rythme de progression des prix en 2024 a été principalement imprimé par la baisse des tarifs au niveau des composantes "logement", "restauration" et "transport". Toutefois, la détente de l'inflation a été atténuée par l'augmentation des prix des produits alimentaires domestiques, en lien avec les résultats moins favorables de la production des céréales, issue de la campagne agricole 2023/2024. A cela s'ajoutent les effets des entraves des circuits d'approvisionnement, en relation avec la persistance de l'insécurité dans certains pays de l'Union.

1.2 SITUATION ECONOMIQUE NATIONALE

Au Niger, la situation économique est très volatile du fait de sa dépendance au secteur primaire fortement dominé par l'agriculture qui est exposée aux aléas climatiques. Cette situation est aussi marquée par les conditions internationales en lien avec les effets des changements climatiques, les crises sécuritaires internes dans la sous-région et le conflit Russo-Ukrainien.

Au plan macroéconomique, l'année 2024 a été marquée par la levée des sanctions économiques et financières infligées par la CEDEAO et l'UEMOA à la suite des événements du 26 Juillet 2023 et la mise en exploitation du pipeline pour la production et la commercialisation du pétrole brut à grande échelle.

Les estimations provisoires du PIB pour l'année 2024, indiquent un taux de croissance économique de 8,3 % contre 2,6 % en 2023 (Cf. tableau 1).

Il passe en termes nominaux de 10 283,1 milliards de FCFA en 2023 à 11 878,9 milliards de FCFA en 2024. Les évolutions simultanées du PIB réel et du PIB nominal montrent que l'indice implicite du déflateur du PIB s'est établi à 106,7 en 2024 contre 103,4 en 2023. Rapporté à la population, le PIB nominal par habitant a atteint 451 500 FCFA en 2024. Quant au PIB réel par habitant, il a enregistré une hausse de 4,2 % sur la même année (Cf. tableau annexe 0).



Tableau 1 : Taux de croissance du PIB réel par secteur d'activité (%)

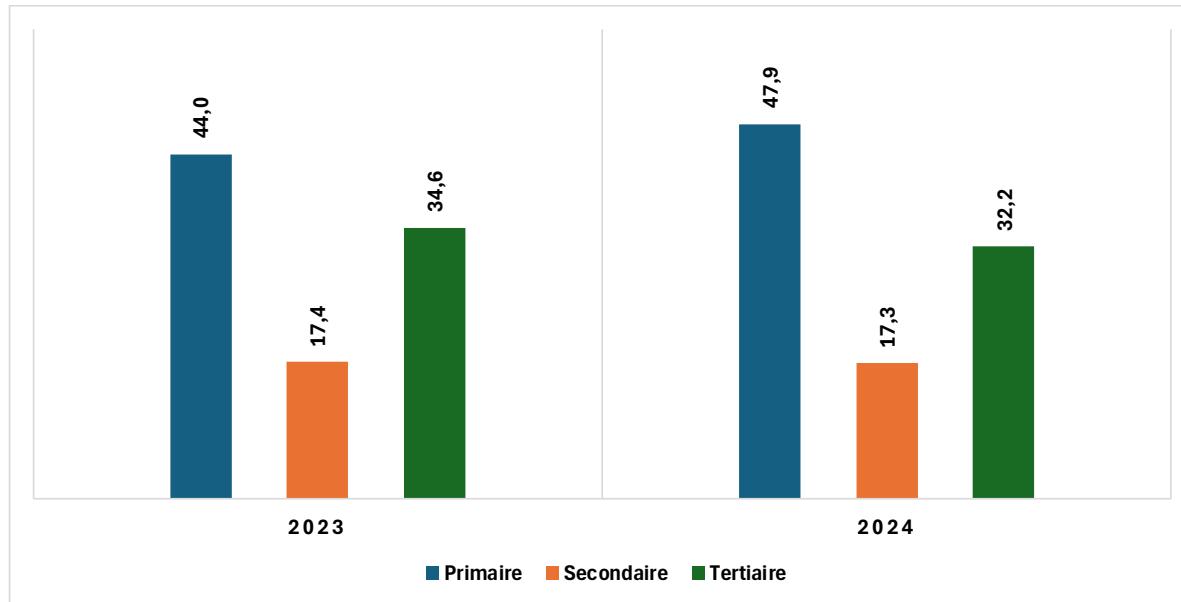
	2023	2024
Secteur primaire	5,5	12,3
Secteur secondaire	6,5	15,9
Secteur tertiaire	-1,2	1,7
Total des valeurs ajoutées	3,1	9,1
Impôts sur les produits	-7,0	-11,4
Produit Intérieur Brut	2,6	8,3

Source : Institut National de la Statistique

1.3 PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR SECTEUR D'ACTIVITE ECONOMIQUE

En 2024, le secteur primaire domine les autres secteurs en termes de poids dans le PIB avec 47,9 % du PIB global. Quant aux secteurs secondaire et tertiaire de l'économie nigérienne, leurs parts se chiffrent respectivement à 17,3 % et 32,2 % contre 17,4 % et 34,6 % en 2023.

Graphique 1 : Importance des secteurs par rapport au PIB (%)



Source : Institut National de la Statistique

a. FORTE CROISSANCE DU SECTEUR PRIMAIRE

En 2024, le secteur primaire a connu une augmentation de 12,3 % par rapport à l'année précédente, au cours de laquelle une hausse de 5,5 % avait été enregistrée. Cette

augmentation est principalement attribuable à une bonne production agricole traduite par une forte croissance de 14,8 % de la branche agriculture.

La croissance dans les trois (3) autres branches du secteur primaire a été moins marquée comparée à la branche « Agriculture ». La branche « Elevage et chasse » a enregistré une croissance de 5,0 % tandis que la branche « Sylviculture et exploitation forestière » s'est accrue de 4,3 %. La branche « Pêche, pisciculture et aquaculture », quant à elle s'est accrue de 3,5 %.

Tableau 2 : Taux de croissance des branches du secteur primaire (%)

Branches d'activités	2023	2024
Agriculture	6,4	14,8
Élevage et chasse	3,0	5,0
Sylviculture et exploitation forestière	4,1	4,3
Pêche, pisciculture, aquaculture	1,9	3,5
Secteur primaire	5,5	12,3

Source : Institut National de la Statistique

Dans l'ensemble, le secteur primaire a contribué pour 5,4 points de pourcentage à la croissance du PIB en 2024 (cf. Tableau N° 11 de l'annexe) dû à la branche « Agriculture » qui contribué pour 4,9 points de pourcentage. Quant à son poids dans le PIB, il passe de 44,0 % en 2023 à 47,9 % en 2024 soit une augmentation de 3,9 points de pourcentage (cf. graphique n° 1).

b. AUGMENTATION DU RYTHME DE LA CROISSANCE DU SECTEUR SECONDAIRE

Le secteur secondaire a enregistré une forte progression en 2024. Il s'établit à 15,9 % contre 6,5 % en 2023. Cette performance est principalement expliquée par la branche « activités extractives » qui a connu une hausse de 60,2 % en 2024 contre une baisse (- 0,6 %), suivi de la branche « Production et distribution électricité et gaz » (4,4 %), de la branche « Production et distribution de l'eau et assainissement » (3,7 %) et de la branche « Activités de fabrication » (3,4 %).

En outre, il a été observé une forte baisse au niveau de la branche « Construction » qui affiche -4,9 % en 2024 contre 12,9 % en 2023.

Dans l'ensemble, le secteur secondaire a contribué à hauteur de 2,8 points de pourcentage à la croissance du PIB en 2024 dû aux « Activités extractives » qui ont contribué à hauteur de 2,7 points de pourcentage (Cf. Tableau n° 11 de l'annexe). Son poids dans le PIB a



diminué de 0,1 point de pourcentage entre 2023 et 2024 en s'établissant à 17,3 % en 2024 alors qu'il était de 17,4 % l'année précédente (Cf. graphique N° 1).

Tableau 3 : Taux de croissance des branches du secteur secondaire (%)

Branches d'activités	2023	2024
Activités extractives	-0,6	60,2
Activités de fabrication	7,2	3,4
Production et distribution électricité et gaz	-0,0	4,4
Production et distribution eau, assainissement	3,6	3,7
Construction	12,8	-4,9
Secteur secondaire	6,5	15,9

Source : Institut National de la Statistique

c. REPRISE DE LA CROISSANCE DU SECTEUR TERTIAIRE

Le secteur tertiaire enregistre une reprise de la croissance relativement faible de 0,2 % en 2024 après une baisse (-1,2 %) en 2023. Ces changements sont imputables à l'impact de la levée des sanctions économiques et financières auxquelles le Niger a fait l'objet consacrant ainsi un regain de dynamisme au niveau de certaines branches d'activités.

Cette reprise de la croissance du dudit secteur s'explique par les branches « Autres services n.c.a » (+46,1 %), « Transports et entreposages » (+15,1 %), « Activités immobilières » (+4,9 %), « communication et information » (+4,8 %) et « Enseignement » (+4,7 %). Toutefois, il a été observé une baisse continue du rythme de l'activité économique au niveau des branches « Commerce, reparation automotocycle » (-4,0 %), « Activités de santé humaine et action sociale » (-2,3 %) « Activités de soutien aux entreprises et de bureau » (-1,9 %) et « Activités d'administration publique » (-1,4 %).

Tableau 4 : Taux de croissance des branches du secteur tertiaire (%)

Branches d'activités	2023	2024
Commerce, réparation auto et motocycles	-0,4	-4,0
Transports et entreposages	4,0	15,1
Activités d'hébergement et de restauration	-8,2	-0,4
Communications et information	2,8	4,8
Activités financières et d'assurances	3,4	0,4
Activités immobilières	3,9	4,9
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	-7,1	0,3
Activités de soutien aux entreprises et de bureau	-8,5	-1,9
Activités d'administration publique	-4,1	-1,4
Enseignement	-1,7	4,7
Activités de santé humaine et d'action sociale	-8,1	-2,3
Autres services n.c.a	6,7	46,1
Secteur tertiaire	-1,2	1,7

Source : Institut National de la Statistique

Dans l'ensemble, le secteur tertiaire a contribué à hauteur de 0,6 points de pourcentage à la croissance du PIB en 2024 (Cf. tableau 11 de l'annexe). Ce secteur pèse environ 32,2 % du PIB en 2024 contre 34,6 % en 2023, soit une baisse de 3,3 points de pourcentage (Cf. graphique n° 1).

d. BAISSE DES IMPOTS ET TAXES SUR LES PRODUITS

La baisse des impôts et taxes sur les produits observée en 2023 s'est poursuivie en 2024 passant de - 7 % à - 11,4 % (Cf. Annexe 8). La contribution des impôts et taxes sur les produits à la croissance du PIB est passée de -0,4 % en 2023 à -0,5 % en 2024 (Cf. Tableau n° 11 de l'annexe).

Globalement pour l'année 2024, les apports sectoriels à la croissance du PIB se chiffrent à 5,4 % pour le secteur primaire, 2,8 % pour le secteur secondaire, 0,6 % pour le secteur tertiaire et -0,5 % pour les impôts et taxes nets sur les produits.

1.4 EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

Cette section présente les évolutions des emplois du PIB notamment la consommation finale, l'investissements et l'exportation nette.



a. HAUSSE DE LA CONSOMMATION FINALE

En 2024, la contribution à la croissance du PIB de la consommation finale s'est établie à 4,3 points de pourcentage en hausse par rapport à l'année 2023 où elle a contribué de 2,5 points de pourcentage (Cf. tableau 12 de l'annexe). En effet, les dépenses de consommation finale sont en hausse, avec un rythme passant de 3,0 % en 2023 à 4,3 % en 2024, en lien avec l'accroissement des dépenses au niveau de la branche « Administration Publique » qui sont passées de -13,4% en 2023 à -1,6% en 2024.

b. BAISSE DU NIVEAU DE CROISSANCE DE L'INVESTISSEMENT

La baisse des investissements observée en 2023 s'est accentuée en 2024 en passant respectivement de -5,0 % à -10,1 %. Ce qui s'explique par la baisse de la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) notamment en lien avec la baisse des activités de construction.

c. ATTENUATION DU DEFICIT DU COMMERCE EXTERIEUR

En 2024, les exportations de biens et services ont fortement progressé (22,86 %), tandis que les importations ont reculé (-22,95 %). Cela implique une atténuation du déficit de la balance commerciale qui passe de 1 461,5 milliards de FCFA en 2023 à 764,8 milliards de FCFA en 2024 (cf. Annexe 6).

Tableau 5 : Taux de croissance des emplois du PIB (%)

	2023	2024
(1) Dépense de consommation finale	3,02	5,12
Dépense de consommation finale privée (Ménages et ISBLSM)	6,57	6,28
Dépense de consommation finale des APU	-13,43	-1,59
(2) Formation brute de capital (Investissement)	-5,02	-10,05
(3) Exportations nettes	-10,79	-49,54
Exportations de biens et de services	-20,78	22,86
Importations de biens et de services	-14,54	-22,95
Produit Intérieur Brut	2,6	8,3

Source : Institut National de la Statistique

Globalement, les contributions à la croissance du PIB issues de la consommation finale, de l'investissement et du commerce extérieur se sont établies respectivement à 4,3 % ; -3,0 % et 7,0 % en 2024 (cf. Tableau n° 12 de l'annexe).

CONCLUSION

La bonne campagne agricole conjuguée avec le début de l'exportation du pétrole brut ont contribué à insuffler une forte performance de l'activité économique. En effet, le niveau de l'activité économique s'est accru de 8,3 % en 2024 contre 2,6 % en 2023. Cela s'est traduit par une atténuation du déficit des échanges extérieurs nets et une hausse de la consommation finale.

Toutefois, les investissements se sont retractés en 2024 en lien avec la fin de la construction du pipeline et un ralentissement des activités de fabrication. Globalement pour l'année 2024, les apports sectoriels à la croissance du PIB se chiffrent à 5,4 % pour le secteur primaire, 2,8 % pour le secteur secondaire, 0,6 % pour le secteur tertiaire et -0,5 % pour les impôts et taxes nets sur les produits.



REMERCIEMENTS

Ce document a reçu les contributions des personnes ci-après :

- **Monsieur Souleymane ALZOUMA**, Directeur Général par intérim de l'INS ;
- **Monsieur Issaka AMADOU MAMANE**, Directeur de la Comptabilité Nationale, de la Conjoncture et des Etudes Economiques (DCNCEE) de l'INS ;
- **Les membres du « Comité-Qualité des données produites par le Système Statistique National (SSN) »** créé par Décision N° 000322 ME/F/INS/DRH/DARC du 17 décembre 2025.

La reproduction de ce document a été assurée par :

- **Madame ABDOURAHAMANE Rabi Mahamadou**, Chef de Service Imprimerie ;
- **Messieurs Kassoum ABDOUN KADER BACHARD, Ousmane DJINGAREY, Mohamed MOUSSA, Alhassane TAHIROU**, Cadre au Service Imprimerie.

La diffusion de ce document a été assurée par :

- **Monsieur Issoufou SAIDOU**, Directeur de la Coordination et du Management de l'Information Statistique, INS ;
- **Monsieur Boubacar ZAKOU**, Chef de la Division de l'Imprimerie, de la Documentation, de la Diffusion et de l'Archivage, INS ;
- **Madame ALI Hadiza**, Cheffe de Service de la Documentation, de la Diffusion et de l'Archivage, INS ;
- **Monsieur Abass Ali TASSIOU**, Chef de la Division des Systèmes d'Informations et de Base de données, INS.

Editeur de la publication : Institut National de la Statistique (INS-Niger).



ANNEXES : SERIE DES COMPTES NATIONNAUX ANNUELS 2023-2024

**Tableau annexe 0 : Principaux ratios et indicateurs de l'économie nationale**

Libellés	2023	2024
POPULATION ET REVENUS		
Population totale (en 1000 habitants)	25 369 415	26 312 034
Taux de croissance du PIB réel (en %)	2,6	8,3
PIB nominal (en million de FCFA)	10 281 215	11 963 063
PIB nominal (en millions de dollars US)	16 950	19 730
PIB nominal par habitant (en milliers de FCFA)	405,3	454,7
PIB nominal par habitant (en dollars US)	668,1	749,8
PIB réel (en milliards de FCFA)	8611,0	9304,4
Accroissement du PIB réel par tête (en %)	-1,6	4,2
Revenu national brut (RNB en milliards de FCFA)	10 108	11 770
Consommation finale privée (Ménages et ISBLSM) en % du PIB nominal	71,7	71,7
Part de l'informel global dans le PIB nominal (en %)	64,3	64,2
PRIX ET INFLATION		
Inflation en moyenne annuelle (en %)	3,70	9,10
Variation du déflateur du PIB (en %)	3,40	7,42
Taux de change annuel moyen du dollar US	606,56	606,35

Source : Institut National de la Statistique



Tableau annexe 1: Produit Intérieur Brut par secteur institutionnel (en millions de FCFA)

Libellés	2023	2024
AUX PRIX COURANTS DU MARCHE		
(1) Production	14 553 286	16 501 293
<i>dont informelle</i>	8 829 253	9 985 686
(2) Consommation intermédiaire	4 679 626	4 845 189
<i>dont informelle</i>	2 223 155	2 301 198
(3) Valeur ajoutée (1) - (2)	9 873 660	11 656 104
Sociétés non financières	2 097 716	2 713 811
Sociétés financières	98 515	113 319
Administrations publiques	984 448	1 056 643
Ménages	6 606 099	7 684 488
ISBLSM	86 883	87 842
(4) Impôts et taxes nets de subventions sur les produits	407 555	306 959
Produit Intérieur Brut = (3) +(4)	10 281 215	11 963 063
EN VOLUME CHAINE AU PRIX DE L'ANNEE 2015		
(1) Production	12 099 934	12 805 528
<i>dont informelle</i>	6 916 930	7 142 451
(2) Consommation intermédiaire	3 878 411	3 834 186
<i>dont informelle</i>	1 814 367	1 786 168
(3) Valeur ajoutée	8 218 796	8 969 634
Sociétés non financières	2 064 086	2 637 955
Sociétés financières	96 795	97 153
Administrations publiques	846 893	846 384
Ménages	5 095 047	5 343 720
ISBLSM	74 019	71 126
(4) Impôts et taxes nets de subventions sur les produits	465 217	412 382
Ecart Statistique	7 282	32 680
Produit Intérieur Brut	8 691 295	9 414 695

Source : Institut National de la Statistique



Tableau annexe 2 : PIB par branche d'activité économique aux prix courants du marché (en millions de FCFA)

Libellés	2023	2024
SECTEUR MODERNE	3 675 116	4 278 575
Agriculture, Élevage et chasse, sylviculture et exploitation forestière, pêche, pisciculture, aquaculture	2 960	1 691
Activités extractives	365 638	672 506
Activités de fabrication	291 062	302 174
Production et distribution électricité et gaz	62 240	63 946
Production et distribution eau, assainissement	19 344	20 025
Construction	398 997	304 759
Commerce, réparation auto et motocycles	434 179	719 280
Transports et entreposages	101 728	116 712
Activités d'hébergement et de restauration	44 182	47 370
Communications	141 957	142 853
Activités financières et d'assurances	98 515	113 319
Activités immobilières	3 866	3 089
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	54 086	62 194
Activités de soutien aux entreprises et de bureau	41 993	37 386
Activités d'administration publique	713 332	773 544
Enseignement	265 536	277 004
Activités de santé humaine et d'action sociale	97 229	100 298
Autres services n.c.a	130 716	213 467
Impôts et taxes nets de subventions sur les produits	407 555	306 959
SECTEUR INFORMEL	6 606 099	7 684 488
Agriculture	3 397 989	4 572 552
Élevage et chasse	821 076	824 242
Sylviculture et exploitation forestière	216 858	242 466
Pêche, pisciculture, aquaculture	83 626	87 635
Activités extractives	93 960	60 659
Activités de fabrication	457 109	533 717
Production et distribution électricité et gaz	12 770	13 308
Production et distribution eau, assainissement	38 529	40 816
Construction	50 764	57 872
Commerce, réparation auto et motocycles	970 433	747 078
Transports et entreposages	110 122	113 561
Activités d'hébergement et de restauration	20 511	32 433
Communications	6 067	6 446
Activités immobilières	125 229	118 509
Activités de soutien aux entreprises et de bureau	97 452	118 861
Enseignement	35 035	36 473
Activités de santé humaine et d'action sociale	38 279	43 864
Autres services n.c.a	30 290	33 995
Produit Intérieur Brut	10 281 215	11 963 063

Source : Institut National de la Statistique

Tableau annexe 3 : PIB par branche d'activité économique en volume chainé aux prix de l'année 2015 (en millions de FCFA)

Libellés	2023	2024
SECTEUR MODERNE	3 549 995	4 065 148
Agriculture, Élevage et chasse, sylviculture et exploitation forestière, pêche, pisciculture, aquaculture	2 608	3 041
Activités extractives	393 775	733 571
Activités de fabrication	265 709	258 665
Production et distribution électricité et gaz	64 055	66 863
Production et distribution eau, assainissement	20 643	21 231
Construction	528 543	486 635
Commerce, réparation auto et motocycles	336 371	501 084
Transports et entreposages	78 904	94 805
Activités d'hébergement et de restauration	43 418	42 347
Communications	162 573	170 381
Activités financières et d'assurances	96 795	97 153
Activités immobilières	4 160	3 882
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	44 712	44 844
Activités de soutien aux entreprises et de bureau	23 681	18 562
Activités d'administration publique	595 996	587 544
Enseignement	246 961	258 629
Activités de santé humaine et d'action sociale	86 405	81 864
Autres services n.c.a	103 966	161 485
Impôts et taxes nets de subventions sur les produits	465 217	412 382
SECTEUR INFORMEL	5 095 047	5 343 720
Agriculture	2 357 457	2 706 091
Élevage et chasse	672 729	705 705
Sylviculture et exploitation forestière	163 887	170 936
Pêche, pisciculture, aquaculture	70 688	73 165
Activités extractives	82 763	48 424
Activités de fabrication	390 259	418 526
Production et distribution électricité et gaz	12 170	12 702
Production et distribution eau, assainissement	39 133	40 724
Construction	81 183	96 264
Commerce, réparation auto et motocycles	812 222	586 862
Transports et entreposages	73 975	81 729
Activités d'hébergement et de restauration	112 535	116 924
Communications	5 804	6 107
Activités immobilières	122 123	128 540
Activités de soutien aux entreprises et de bureau	47 733	50 891
Enseignement	32 512	33 907
Activités de santé humaine et d'action sociale	34 283	36 020
Autres services n.c.a	24 094	25 569
Ecart statistique	46 254	5 827
Produit Intérieur Brut	8 691 295	9 414 695

Source : Institut National de la Statistique



Tableau annexe 4 : PIB par secteur d'activité économique aux prix courants du marché (en millions de FCFA)

Libellés	2023	2024
Secteur primaire (1)	4 522 510	5 728 587
Agriculture	3 398 138	4 572 668
Elevage et chasse	823 888	825 817
Sylviculture et exploitation forestière	216 858	242 466
Pêche, pisciculture, aquaculture	83 626	87 635
Secteur secondaire (2)	1 790 414	2 069 783
Activités extractives	459 598	733 165
Activités de fabrication	748 171	835 891
Production et distribution électricité et gaz	75 011	77 254
Production et distribution eau, assainissement	57 873	60 841
Construction	449 761	362 631
Secteur tertiaire (3)	3 560 736	3 857 735
Commerce, réparation auto et motocycles	1 404 612	1 466 358
Transports et entreposages	211 850	230 273
Activités d'hébergement et de restauration	64 694	79 803
Communications	148 024	149 299
Activités financières et d'assurances	98 515	113 319
Activités immobilières	129 095	121 597
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	54 086	62 194
Activités de soutien aux entreprises et de bureau	139 444	156 247
Activités d'administration publique	713 332	773 544
Enseignement	300 571	313 478
Activités de santé humaine et d'action sociale	135 507	144 161
Autres services n.c.a	161 006	247 461
(4) Total des valeurs ajoutées (1)+(2)+(3)	9 873 660	11 656 104
(5) Impôts et taxes nets de subventions sur les produ	407 555	306 959
Produit Intérieur Brut = (4) + (5)	10 281 215	11 963 063

Source : Institut National de la Statistique

Tableau annexe 5 : PIB par secteur d'activité économique en volume chainé aux prix de l'année 2015 (en millions de FCFA)

Libellés	2023	2024
Secteur primaire (1)	3 278 309	3 680 991
Agriculture	2 357 550	2 706 147
Elevage et chasse	675 295	708 728
Sylviculture et exploitation forestière	163 887	170 936
Pêche, pisciculture, aquaculture	70 688	73 165
Secteur secondaire (2)	1 867 367	2 164 744
Activités extractives	488 848	782 978
Activités de fabrication	648 123	670 121
Production et distribution électricité et gaz	76 122	79 458
Production et distribution eau, assainissement	59 861	62 052
Construction	614 729	584 376
Secteur tertiaire (3)	3 033 850	3 086 154
Commerce, réparation auto et motocycles	1 143 816	1 097 684
Transports et entreposages	154 215	177 542
Activités d'hébergement et de restauration	101 848	101 391
Communications	168 461	176 581
Activités financières et d'assurances	96 795	97 153
Activités immobilières	126 453	132 645
Activités professionnelles, scientifiques et techn	44 712	44 844
Activités de soutien aux entreprises et de burea	72 554	71 186
Activités d'administration publique	595 996	587 544
Enseignement	279 484	292 547
Activités de santé humaine et d'action sociale	120 671	117 848
Autres services n.c.a	128 048	187 036
(4) Total des valeurs ajoutées (1)+(2)+(3)	8 218 796	8 969 634
(5) Impôts et taxes nets de subventions sur les p	465 217	412 382
Écart Statistique	7 282	32 680
Produit Intérieur Brut = (4) + (5)	8 691 295	9 414 695

Source : Institut National de la Statistique

**Tableau annexe 6: Emplois du Produit intérieur brut ou optique dépense (en millions de FCFA)**

Libellés	2023	2024
AUX PRIX COURANTS DU MARCHÉ		
(1) Dépense de consommation finale	8 647 167	9 916 916
Dépense de consommation finale privée	7 374 138	8 574 563
Dépense de consommation finale des APU	1 273 029	1 342 353
(2) Formation brute de capital (Investissement)	3 095 557	2 810 980
(21) Formation brute de capital fixe	3 077 927	2 680 547
(22) Variation de stocks	17 630	130 433
(3) Exportations nettes	-1 461 508	-764 833
Exportations de biens et de services	848 320	1 076 416
Importations de biens et de services	2 309 828	1 841 249
Produit Intérieur Brut = (1) + (2) + (3)	10 281 215	11 963 063
EN VOLUME CHAINE AUX PRIX DE L'ANNEE 2015		
(1) Dépense de consommation finale	7 087 360	7 450 380
Dépense de consommation finale privée	5 975 469	6 350 729
Dépense de consommation finale des APU	1 101 842	1 084 373
(2) Formation brute de capital (Investissement)	2 910 245	2 617 723
(21) Formation brute de capital fixe	2 909 497	2 520 418
(22) Variation de stocks	20 115	134 732
(3) Exportations nettes	-1 284 009	-647 968
Exportations de biens et de services	690 666	848 546
Importations de biens et de services	1 994 150	1 536 541
Ecart Statistique	-22 300	-5 440
Produit Intérieur Brut = (1) + (2) + (3)	8 691 295	9 414 695

Source : Institut National de la Statistique

Tableau annexe 7 : Produit intérieur brut nominal selon l'optique revenu (en millions de FCFA)

Libellés	2023	2024
(1) Rémunération des salariés	1 550 935	1 671 418
Salaires versés par les Sociétés non financières	540 527	611 387
Salaires versés par les sociétés financières	58 041	66 940
Salaires versés par les Administrations publiques	563 567	585 001
Salaires versés par les ménages	320 978	339 518
Salaires versés par les ISBLSM	67 822	68 571
(2) Impôts nets de subventions	504 355	400 983
dont TVA non déductible	235 305	206 344
(3) Excédent brut d'exploitation	8 225 925	9 890 663
Produit Intérieur Brut = (1) + (2) + (3)	10 281 215	11 963 063

Source : Institut National de la Statistique

Tableau annexe 8 : Taux de croissance du PIB par secteur d'activité et déflateurs (%)

Libellés	2023	2024
Secteur primaire (1)	5,5	12,3
Agriculture	6,4	14,8
Élevage et chasse	3,0	5,0
Sylviculture et exploitation forestière	4,1	4,3
Pêche, pisciculture, aquaculture	1,9	3,5
Secteur secondaire (2)	6,5	15,9
Activités extractives	-0,6	60,2
Activités de fabrication	7,2	3,4
Production et distribution électricité et gaz	-0,0	4,4
Production et distribution eau, assainissement	3,6	3,7
Construction	12,8	-4,9
Secteur tertiaire (3)	-1,2	1,7
Commerce, réparation auto et motocycles	-0,4	-4,0
Transports et entreposages	4,0	15,1
Activités d'hébergement et de restauration	-8,2	-0,4
Communications et information	2,8	4,8
Activités financières et d'assurances	3,4	0,4
Activités immobilières	3,9	4,9
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	-7,1	0,3
Activités de soutien aux entreprises et de bureau	-8,5	-1,9
Activités d'administration publique	-4,1	-1,4
Enseignement	-1,7	4,7
Activités de santé humaine et d'action sociale	-8,1	-2,3
Autres services n.c.a	6,7	46,1
(4) Total des valeurs ajoutées	3,1	9,1
(5) Impôts sur les produits	-7,0	-11,4
Produit Intérieur Brut	2,6	8,3

Source : Institut National de la Statistique

**Tableau annexe 9 : Déflateurs du PIB par secteur d'activité (%)**

Libellés	2023	2024
Secteur primaire (1)	106,7	112,8
Agriculture	108,0	117,2
Élevage et chasse	101,3	95,5
Sylviculture et exploitation forestière	115,4	107,2
Pêche, pisciculture, aquaculture	92,8	101,2
Secteur secondaire (2)	97,8	99,7
Activités extractives	110,0	99,6
Activités de fabrication	104,1	108,1
Production et distribution électricité et gaz	99,2	98,7
Production et distribution eau, assainissement	100,6	101,4
Construction	80,1	84,8
Secteur tertiaire (3)	104,1	106,5
Commerce, réparation auto et motocycles	104,2	108,8
Transports et entreposages	109,9	94,4
Activités d'hébergement et de restauration	95,4	123,9
Communications et information	90,4	96,2
Activités financières et d'assurances	105,7	114,6
Activités immobilières	100,4	89,8
Activités professionnelles, scientifiques et techniq	102,8	114,7
Activités de soutien aux entreprises et de bureau	121,3	114,2
Activités d'administration publique	104,3	110,0
Enseignement	99,5	99,6
Activités de santé humaine et d'action sociale	102,2	108,9
Autres services n.c.a	113,5	105,2
(4) Total des valeurs ajoutées (1)+(2)+(3)	104,0	108,2
(5) Impôts sur les produits	90,0	85,0
Produit Intérieur Brut	103,4	107,4

Source : Institut National de la Statistique

Tableau annexe 10 : Taux de croissance des composantes du PIB et déflateurs (en %)

Libellés	2023	2024
TAUX DE CROISSANCE DU PIB REEL		
(1) Dépense de consommation finale	3,0	5,1
Dépense de consommation finale privée	6,6	6,3
Dépense de consommation finale des APU	-13,4	-1,6
(2) Formation brute de capital (Investissement)	-5,0	-10,1
(21) Formation brute de capital fixe	-3,3	-13,4
(22) Variation de stocks	-77,2	569,8
(3) Exportations nettes	-10,8	-49,5
Exportations de biens et de services	-20,8	22,9
Importations de biens et de services	-14,5	-22,9
Produit Intérieur Brut	2,6	8,3
DEFLATEURS DU PIB		
(1) Dépense de consommation finale	104,3	109,1
Dépense de consommation finale privée	104,5	109,4
Dépense de consommation finale des APU	102,9	107,1
(2) Formation brute de capital (Investissement)	99,6	101,0
(21) Formation brute de capital fixe	99,6	100,5
(22) Variation de stocks	102,0	110,5
(3) Exportations nettes	100,3	103,7
Exportations de biens et de services	109,0	103,3
Importations de biens et de services	103,3	103,5
Produit Intérieur Brut	103,4	107,4

Source : Institut National de la Statistique

**Tableau annexe 11 : Contribution à la croissance du PIB en % (optique production)**

Libellés	2023	2024
Secteur primaire (1)	2,3	5,4
Agriculture	1,9	4,9
Élevage et chasse	0,2	0,4
Sylviculture et exploitation forestière	0,1	0,1
Pêche, pisciculture, aquaculture	0,0	0,0
Secteur secondaire (2)	1,2	2,8
Activités extractives	-0,0	2,7
Activités de fabrication	0,5	0,2
Production et distribution électricité et gaz	-0,0	0,0
Production et distribution eau, assainissement	0,0	0,0
Construction	0,7	-0,2
Secteur tertiaire (3)	-0,4	0,6
Commerce, réparation auto et motocycles	-0,0	-0,6
Transports et entreposages	0,1	0,3
Activités d'hébergement et de restauration	-0,1	-0,0
Communications et information	0,0	0,1
Activités financières et d'assurances	0,0	0,0
Activités immobilières	0,0	0,1
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	-0,0	0,0
Activités de soutien aux entreprises et de bureau	-0,1	-0,0
Activités d'administration publique	-0,3	-0,1
Enseignement	-0,1	0,1
Activités de santé humaine et d'action sociale	-0,1	-0,0
Autres services n.c.a	0,1	0,7
(4) Total des valeurs ajoutées (1)+(2)+(3)	3,0	8,8
(5) Impôts sur les produits	-0,4	-0,5
Produit Intérieur Brut = (4) + (5)	2,6	8,3

Source : Institut National de la Statistique

Tableau annexe 12 : Contribution à la croissance du PIB en % (optique dépense)

Libellés	2023	2024
(1) Dépense de consommation finale	2,5	4,3
Dépense de consommation finale privée	4,5	4,5
Dépense de consommation finale des APU	-2,0	-0,2
(2) Formation brute de capital (Investissement)	-1,7	-3,0
(21) Formation brute de capital fixe	-1,1	-4,0
(22) Variation de stocks	-0,6	1,0
(3) Exportations nettes	1,8	7,0
Exportations de biens et de services	-2,1	1,9
Importations de biens et de services	-3,9	-5,2
Produit Intérieur Brut = (1) + (2) + (3)	2,6	8,3

Source : Institut National de la Statistique

GLOSSAIRE DES PRINCIPAUX TERMES UTILISEES

ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Les administrations publiques sont des entités créées par décision politique, et qui ont une autorité législative, judiciaire ou exécutive sur les autres unités institutionnelles dans un domaine donné. Les fonctions principales des administrations sont de fournir des biens et services à la communauté dans son ensemble ou aux ménages de manière individuelle, de se financer par des impôts ou d'autres revenus, de redistribuer les revenus par des transferts, et de produire des biens et services non marchands.

AGREGATS

Ce sont des grandeurs synthétiques qui mesurent le résultat de l'activité de l'ensemble de l'économie (ex : la valeur ajoutée, le revenu, la consommation, l'épargne, le produit intérieur brut).

BRANCHES D'ACTIVITE

Une branche d'activité se compose d'établissements engagés dans les mêmes types d'activités ou dans des types d'activités similaires.

COMPTES A PRIX CONSTANTS

Ce sont des comptes dans lesquels on cherche à éliminer l'effet de la variation des prix. On mesure pour cela les flux aux prix d'une année de référence ou bien on corrige les mesures faites aux prix courants par un indice approprié.

COMPTES A PRIX COURANTS

Ce sont des comptes dans lesquels les opérations sont évaluées aux prix effectifs convenus entre les parties. Les prix de marché constituent la référence de base pour la valorisation. En absence d'opération sur le marché, la valorisation est faite sur la base des coûts encourus ou par référence aux prix de marché pratiqués pour des biens ou des services analogues.

CONSOMMATION DE CAPITAL FIXE

C'est un coût de production qui représente l'usure normale du stock de capital fixe détenu par le producteur. La "normalité" exclut les destructions dues à la guerre ou à des catastrophes naturelles.

La consommation de capital fixe peut différer très sensiblement de l'amortissement comptable des

immobilisations dans la comptabilité des entreprises, notamment en cas d'inflation élevée.

Quand on soustrait cet agrégat des grandeurs brutes comme la valeur ajoutée brute ou l'épargne brute, on obtient des valeurs dites "nettes".

COMPTES EN VOLUME CHAINE

Ce sont des comptes à prix constant dans lesquels l'effet de la variation du prix est éliminé en mesurant les flux aux prix de l'année précédente. Le chainage des volumes se fait en multipliant les indices en volume des années, chaque indice ayant pour base l'année précédente.

CONSOMMATION INTERMEDIAIRE

C'est la valeur des biens et services consommés lors d'un processus de production. Ces biens et services peuvent être transformés ou simplement utilisés lors de ce processus.

Elle exclut l'achat par les entreprises d'œuvres d'art, de métaux précieux ou de bijoux. Elle ne comprend pas non plus l'usure de capital fixe. En revanche la location de biens de capital fixe (machines, bâtiments), les droits, commissions, royalties, etc., sont considérés comme étant des consommations intermédiaires.

CONTRIBUTION A LA CROISSANCE DU PIB

Elle permet de savoir dans quel sens et de combien une composante a participé à l'évolution du PIB constant.

DEFLATEUR DU PIB

Indice composite qui reflète la variation moyenne des prix des biens et services qui entrent dans la composition du PIB (PIB courant/PIB constant)

DEPENSE DE CONSOMMATION FINALE

C'est ce que paient les ménages résidents en biens et services pour leur consommation.

Ceci exclut l'achat ou la construction pour compte propre de logements ainsi que l'achat d'objets de valeur.

La dépense de consommation par les administrations peut concerner des biens et services, marchands ou non marchands, collectifs ou individuels.



ECART STATISTIQUE

Lorsqu'on estime un agrégat en volume chainé, il en découle la perte de l'additivité entre l'agrégat et ses composantes. L'écart statistique est observable comme étant la différence entre la somme des composantes d'un agrégat et la valeur de l'agrégat.

EPARGNE INTERIEURE BRUTE

Produit intérieur brut moins la dépense de consommation finale totale.

Les sociétés n'ayant pas de consommation finale, leur épargne est égale à leur revenu disponible.

EXPORTATIONS FAB

C'est la valeur des marchandises majorée des frais de transport et d'assurance jusqu'à la frontière, non compris le montant des droits et taxes de sortie.

FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE (FBCF)

C'est la valeur des biens durables acquis par les unités de production pour être utilisés pendant au moins un an dans leur processus de production.

IMPORTATIONS CAF

C'est la valeur des importations (valeur de la marchandise au point de sortie du pays exportateur, plus les frais d'acheminement (fret et assurances) jusqu'à la frontière du pays importateur, mais avant tout paiement de droits ou de taxes d'entrée).

IMPOTS SUR LES PRODUITS

Ce sont des paiements sans contrepartie, en nature ou en espèces, effectués par les unités institutionnelles au bénéfice des administrations.

INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)

C'est un indicateur de mesure de l'inflation au sein des pays membres de l'UEMOA. Cet indice est dit "harmonisé" car le même instrument de suivi de l'évolution des prix a été mis en place dans ces pays, en utilisant une méthodologie commune.

L'inflation peut être mesurée en glissement annuel ou en moyenne annuelle.

INFLATION EN GLISSEMENT ANNUEL

Variation des prix du mois de décembre de l'année courante par rapport au même mois de l'année précédente.

INFLATION EN MOYENNE ANNUELLE

Variation du rapport de la moyenne des indices des douze derniers mois à la moyenne des indices des douze mois précédents.

INTERMEDIATION FINANCIERE

C'est l'activité de production par laquelle une unité institutionnelle encourt des dettes en son nom propre, dans le but d'acquérir des actifs financiers en s'engageant dans des opérations financières sur le marché.

MATRICE DE COMPTABILITE SOCIALE

Elle est définie comme une présentation des comptes du SCN sous forme matricielle qui développe les interrelations entre le tableau des ressources et des emplois et comptes sectoriels en vue, particulièrement, de l'analyse des relations entre les caractéristiques structurelles d'une économie et la distribution du revenu et des dépenses entre les groupes de ménages. La présentation qui est faite dans ce document est très agrégée et exclusivement exemplative.

MENAGES

C'est un secteur qui regroupe les activités d'entreprises individuelles des ménages. Ces activités peuvent relever du domaine du rural (agriculture, élevage, pêche et forêt) ou de celui de l'informel pur (toute activité économique non rurale et non enregistrée exercée par les ménages en tant qu'entrepreneurs individuels).

En dehors des activités d'entreprises individuelles, les ménages ont une fonction de consommation et de production de services de logements. Ils ont également une production non marchande de services domestiques.

NOMENCLATURE D'ACTIVITES

La définition des branches dépend d'une nomenclature d'activités. Celle-ci a un lien étroit avec celle des produits, puisque chaque activité se caractérise en particulier par les produits qu'elle réalise. En conséquence, activités et produits constituent deux approches complémentaires pour définir le contour effectif de la production.

OPERATIONS SUR BIENS ET SERVICES

Elles retracent l'origine des biens et services (ressources) utilisés par l'économie nationale et leurs différentes utilisations (emplois).

Le total des ressources en biens et services (production + importation) est nécessairement égal au total des

emplois (consommation intermédiaire + consommation finale + formation brute de capital fixe + variations de stocks + exportations).

POINT DE POURCENTAGE

C'est l'unité de la différence entre deux pourcentages. Elle est calculée par la soustraction des deux valeurs indiquées en pour cent.

POSITION NETTE DU GOUVERNEMENT

C'est la position de l'Etat vis-à-vis du système bancaire.

PRIX NEGOCIE DE L'URANIUM

C'est le prix négocié entre les autorités nigériennes et les acheteurs.

PRODUCTION

La production peut être décrite d'une manière générale comme l'activité consistant à utiliser des "inputs" pour produire des "outputs".

Les outputs peuvent être des biens ou des services qui peuvent être délivrés à d'autres unités.

Les biens sont des objets physiques pour lesquels il existe une demande, sur lesquels on peut établir des droits de propriétés, et dont la propriété peut être transférée d'une unité à une autre.

Les services sont définis comme des "changements dans les conditions de consommation". Ces modifications peuvent être :

- des modifications sur un bien consommé : transport, nettoyage, réparation, transformation, etc.;
- des modifications dans la condition physique des personnes : transport, services de santé, coiffure, etc.;
- des modifications dans la condition mentale des personnes : éducation, activité de conseil, etc.;
- des modifications dans l'état économique de l'unité elle-même : assurance, intermédiation financière, protection, etc.

On distingue :

- la production marchande : ensemble des biens et services pouvant faire l'objet de vente ou d'achat sur le marché et qui sont produits par une unité marchande, c'est-à-dire dont les ressources proviennent pour la plus grande partie de la vente de sa production.

- la production des services non marchands : services fournis par les administrations publiques à la collectivité ou à des groupes particuliers de ménages, à titre gratuit ou quasi gratuit.

PRODUCTION POUR COMPTE PROPRE DES MENAGES

C'est la production par les ménages de biens et services destinés à la consommation finale ou à la formation brute de capital fixe de ces ménages.

PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB)

Lorsque l'on décompose l'activité de production d'une économie pendant une période donnée, on fait apparaître une création de valeur appelée valeur ajoutée. La somme des valeurs ajoutées des unités de production (ou des branches, ou des secteurs.) constitue la valeur créée dans l'ensemble de l'économie, appelée Produit Intérieur Brut.

On peut définir aussi le PIB comme la somme des rémunérations des salariés versées, des excédents bruts d'exploitation et des impôts liés à la production et à l'importation nets des subventions d'exploitation reçues (c'est-à-dire moins subventions).

On distingue :

- Le PIB par tête** : PIB divisé par l'effectif de la population au 1^{er} juillet.
- Le PIB à prix courants** : PIB évalué aux prix courants du marché (on parle aussi de PIB nominal).
- Le PIB à prix constants** : PIB évalué aux prix constants du marché (on parle aussi de PIB réel).

REMUNERATION DES SALARIES

C'est le total des sommes versées par une entreprise à ses employés, en nature ou en espèce, en contrepartie de leur travail au cours de la période de compte.

La notion de "rémunération des salariés" suppose l'existence d'un contrat, formel ou non, entre l'employeur et l'employé, par lequel une personne touche un salaire en contrepartie d'un travail.

REVENU NATIONAL BRUT (RNB)

Il est égal au PIB augmenté des revenus du travail et de la propriété provenant du reste du monde et diminué des revenus du travail et de la propriété versés au reste du monde.

REVENU MIXTE

C'est l'ensemble des revenus des ménages résultant des activités productrices d'une entreprise non constituée en société appartenant à un ménage et du travail d'un ménage en tant qu'employé.

SECTEUR INFORMEL

Encore appelé secteur non structuré, il regroupe les unités productrices qui ont une activité non



enregistrée et/ou dépourvue de comptabilité formelle écrite.

SECTEUR INSTITUTIONNEL

C'est un ensemble d'unités institutionnelles qui ont un comportement économique analogue. Pour caractériser ce comportement, on utilise la fonction économique principale et/ou les ressources principales. Les unités institutionnelles sont classées en quatre secteurs institutionnels : sociétés non financières, sociétés financières, administrations publiques et ménages.

SECTEUR MODERNE

Également appelé secteur formel, secteur structuré ou secteur organisé sur le plan comptable, il regroupe les unités productrices qui fournissent (ou devraient fournir) des informations économiques (DSF ou autres documents comptables) et/ou qui ont des structures de production dites modernes.

SECTEUR PRIMAIRE

Il comprend essentiellement les activités liées à la transformation du milieu naturel : agriculture, chasse, pêche et forêt.

SECTEUR PRIVE

Il comprend l'ensemble des entreprises dont le capital est détenu par des personnes physiques, des personnes morales privées ou des sociétés privées.

SECTEUR SECONDAIRE

Il regroupe les activités industrielles (y compris les industries extractives).

SECTEUR TERTIAIRE

Il inclut tout ce qui n'est pas classé dans le secteur primaire ou dans le secteur secondaire. Il est formé principalement des activités de services (commerce, transports, banques, assurances, administrations).

SERVICES D'ASSURANCES

L'activité d'assurance consiste à fournir individuellement à des unités institutionnelles exposées à certains risques une protection financière contre les conséquences que pourrait avoir la réalisation de ces risques.

SERVICES D'INTERMEDIATION FINANCIERE

La production du service d'intermédiation financière, appelée "Service d'Intermédiation Financière Indirectement Mesurée" (SIFIM) est mesurée par la différence entre les revenus de la propriété perçus

(intérêts sur les prêts accordés) et les revenus de la propriété versés (intérêts payés). Les intérêts perçus excluent les intérêts sur fonds propres.

SOCIETES FINANCIERES

Elles regroupent les institutions de crédit et les entreprises d'assurance. Il s'agit de sociétés ayant une activité d'intermédiation financière ou une activité d'auxiliaire financier.

SOCIETES NON FINANCIERES

Les sociétés (ou quasi-sociétés) non financières sont des sociétés ou quasi-sociétés dont l'activité principale consiste à produire des biens ou des services non financiers marchands. Le secteur des sociétés non financières se compose de l'ensemble suivant d'unités institutionnelles résidentes :

- Toutes les sociétés non financières résidentes, indépendamment de la résidence de leurs actionnaires ;
- Toutes les quasi-sociétés non financières résidentes, y compris tous les établissements ou les succursales d'entreprises non financières étrangères qui sont engagés, sur une importante échelle et pour une longue durée, dans la production sur le territoire économique du pays ;
- Toutes les institutions sans but lucratif résidentes qui sont des producteurs marchands de biens ou de services non financiers.

SOLDE BUDGETAIRE DE BASE

C'est l'ensemble des recettes courantes diminuées des dépenses courantes et des dépenses en capital sur ressources propres.

SUBVENTIONS

Ce sont des versements sans contrepartie opérés par les administrations, éventuellement non-résidentes, au profit des entreprises, et qui sont fonction du niveau de leur activité ou de la quantité ou de la valeur des biens et services qu'elles produisent, vendent ou importent.

Elles ont pour objet d'influencer les niveaux de production, les prix auxquels sont vendus les produits, ou le revenu de l'entreprise.

TAUX DE COUVERTURE DU COMMERCE EXTERIEUR

Rapport de la valeur des exportations de biens sur la valeur des importations de biens.

TAUX DE CROISSANCE DU PIB REEL

L'augmentation en volume du PIB entre deux périodes ; il donne la performance d'une économie, le

rythme de création de sa richesse.



NOMENCLATURE NATIONAL DES ACTIVITES-NATIONAL NOMENCLATURE OF ACTIVITIES

CODES	Correspondance CITI/ISIC	INTITULÉS	DESCRIPTION
A10	01	Agriculture et activités annexes	Agriculture and related activities
A20	01	Elevage, chasse et activités annexes	Animal production, hunting and related activities
A30	02	Sylviculture, exploitation forestière et activités annexes	Forestry, logging and related activities
A40	03	Pêche, pisciculture et aquaculture	Fishing, aquaculture and related activities
B10.1	06	Extraction d'hydrocarbures	Extraction of crude petroleum and natural gas
B10.2	07	Extraction de minerais d'uranium	Extraction of uranium ores
B10.3	07	Extraction de minerais d'or	Extraction of gold ores
B10.4	08	Extraction de pierres, sables et argile	Extraction of stones, sand and clay
B10.5	08	Autres activités extractives et de soutien	Other extractive activities and support service
C10.1	10 à 12	Fabrication de produits alimentaires, boissons et tabacs	Manufacture of food products, beverages and tobacco
C10.2	13 à 15	Fabrication de textiles, d'habillement et de cuir	Manufacture of textiles, clothing and leather
C10.3	17,18	Fabrication de papier, imprimerie et reproduction	Manufacture of paper, printing and reproduction
C10.4	19	Cokéfaction et raffinage pétrolier	Manufacture of coke and refined petroleum products
C10.5	20, 21	Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	Manufacture of chemical and pharmaceutical products
C10.6	23	Ciment et autres produits minéraux	Cement and other mineral products
C10.7	16- 22, 24-33	Autres activités de fabrication	Other manufacturing
D10	D	Production et distribution d'électricité, de gaz et de vapeur	Production and distribution of electricity, gas and steam
E10	E	Production et distribution d'eau, assainissement, gestion déchets	Production and distribution of water, sanitation, waste management
F10	F	Construction	Construction
G10.1	45	Commerce, réparation de véhicules automobiles et de motocycles	Sale and repair of motor vehicles and motorcycles
G10.2	46, 47	Commerce de gros et de détail	Wholesale and retail Trade
H10	H	Transports et entreposages	Transport and Storage
I10	I	Hébergement et restauration	Accommodation services, food and beverage service activities
J10	J	Information et communication	Information and communication
K10	K	Activités financières et d'assurances	Financial and insurance service activities
L10	L	Activités immobilières	Real estate activities
M10	M	Activités professionnelles, scientifiques et techniques	Professional, scientific and technical activities
N10	N	Activités de soutien et de bureau	Support and office activities
O10	O	Activités d'administration publique	Public administration
P10	P	Education	Education
Q10	Q	Activités de santé humaine et d'action sociale	Human health and social work activities
R10	R	Autres activités de services n.c.a	Other service activities

